



**PROJET D'APPUI A JUSTICE ET LA SECURITE
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹**

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2010

Intitulé du Programme & référence <ul style="list-style-type: none">Intitulé du Programme: Projet d'Appui à Justice et la SécuritéRéf. du Programme:Réf. Atlas/MDTF: 00074170	Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme² <p><i>République de Guinée/Justice et Sécurité</i></p>
Organisations participantes <ul style="list-style-type: none">PNUDOHCDH	Partenaires de mise en œuvre <ul style="list-style-type: none">Ministère de la sécurité et de la protection civile – Ministère de la Défense – Ministère de la Justice – Agence Nationale de Promotion de la Bonne Gouvernance et de la lutte contre la corruptionComité civilo-militaire – Avocats sans Frontières
Budget du Programme (US\$) <p>Contribution du Fonds:<ul style="list-style-type: none">\$ 1 708 801</p> <p>Contribution de(s) agence(s):<ul style="list-style-type: none"><i>le cas échéant, par agence</i></p> <p>Contribution du Gouvernement:<ul style="list-style-type: none"><i>Experts des départements de la justice et de la sécurité</i></p> <p>Autres Contributions [donateur(s)]:<ul style="list-style-type: none"><i>(le cas échéant)</i></p> <p>TOTAL:</p>	Durée du Programme (mois) <p>Durée totale: 1 an</p> <p>Date de démarrage³: Janvier 2010</p> <p>Date de clôture: 31 décembre 2011 <i>(ou date révisée, le cas échéant):</i></p> <p>Date de clôture opérationnelle⁴: 31 décembre 2011</p> <p>Date prévisionnelle de clôture financière: Mars 2012</p>
Evaluation du Programme <p>Evaluation complétée – <i>(à joindre le cas échéant)</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: _____</p>	Soumis par: <ul style="list-style-type: none">Nom: Adama-Dian BarryTitre: Chargée de Programme

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUD.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MDTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MDTF Office ([MDTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MDTF Office.

I. OBJECTIFS

Le projet vise à contribuer à une transition apaisée à travers :

- Le renforcement des capacités des acteurs clés du secteur de la justice et de la sécurité
- La transformation des Forces de Défense et de Sécurité guinéennes (FDS) en des acteurs ayant la capacité d’assurer la sécurité des personnes et des biens dans le respect des principes républicains et accompagner le processus de transition politique.

De manière plus spécifique, le projet vise à :

- Renforcer le système judiciaire et assurer la mise en place d’instruments de promotion et de protection des droits humains ;
- Assurer aux groupes vulnérables la protection de droit nécessaire à leur épanouissement ;
- Soutenir le développement d’un programme holistique de réforme du secteur de la sécurité ;
- Permettre aux acteurs nationaux, notamment la police de contrôler efficacement la situation sécuritaire du pays durant le processus électoral.

II. RESSOURCES

Ressources financières:

- **Budget 2010 : \$ 1 708 801**
- **Dépenses 2010 : \$1 252 804**
- **Solde : \$ 455.997**
- **Taux d’exécution : 73%**

Ressources humaines:

- Personnel National: Un expert national en matière de justice et de sécurité pour appuyer la planification et la mise en œuvre opérationnelle a été recruté sur le projet. Il a travaillé de manière articuler avec le conseiller en Gouvernance du PNUD et le conseiller en Paix et Développement.

III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

- Le projet a été exécuté à travers une structure légère de gestion appuyée par un expert technique spécialiste des questions de justice et de sécurité.
- Des Memoranda d’accord ont été signés avec les ONG de mise en œuvre
- Un conseiller au programme du PNUD a coordonné l’exécution des activités opérationnelles en lien avec l’ensemble des interventions de consolidation de la paix en Guinée.

IV. RESULTATS

Sur la période considérée :

- Formation de plus de 100 fonctionnaires des départements de la défense, de la sécurité et de la justice par rapport à la stratégie de réforme du secteur de la sécurité ;
- Finalisation d’un programme d’appui à la réforme des secteurs sécurité et défense ;
- Les acteurs de la chaîne pénale ont bénéficié d’une formation appropriée et adaptée à leur rôle dans le cadre de la justice pénale dans le ressort des deux Cours d’Appel (Conakry et Kankan)
- Dans la perspective de la sortie de crise, le dialogue au sein de la communauté des bailleurs a été enclenché en vue de la mobilisation des ressources.

- Une initiative d'assistance juridique et judiciaire des victimes de violences basées sur le genre a été mise en place en collaboration avec les organisations locales dans les localités de Conakry et N'Zérékoré.
- Les modules de formation sur l'enquête relative aux VBG, l'accompagnement juridique des victimes de VBG et la sensibilisation du personnel judiciaire sur les VBG sont en cours de finalisation ainsi que le draft du guide de l'accompagnement judiciaire des victimes
- Deux ONGs nationales ont réalisé des activités de sensibilisation du grand public sur les questions de respect des droits de l'homme en période de crise.

➤ **Partenariat:**

- Avocats Sans Frontières-Guinée,
- CONAG-DCF,
- le Barreau de Guinée et le Centre de Formation et de Documentation Judiciaires du Ministère de la Justice.

V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL

Priorité nationale : Création d'un environnement sécurisé pour le développement.										
2.5 Cadre des résultats et des ressources										
PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		T 1	T 2	T3	T4		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
Effet UNDAF : D'ici à 2011, les populations connaissent, expriment librement leurs droits, participent au processus démocratique et au développement socio-économique dans le cadre d'institutions consensuelles axées sur les résultats										
Stratégie de partenariat: Le projet DEX sera exécuté en partenariat avec les OSC et ONG et les projets PNUD sur le terrain.										
Autres partenaires : Autorités nationales et locales et OSC à l'intérieur du pays et dans la capitale, partis politiques, personnes ressources, partenaires bilatéraux, agences du SNU, secteur privé et compagnies minières.										
Mécanismes de suivi : réunions mensuelles, réunions statutaire de revues, rapportage, réunions de suivi des partenaires réunis au sein du Comité de pilotage rattaché au mécanisme de suivi évaluation des actions de consolidation de la paix établis par d'élaboration par l'UNCT et la Primature.										
La sécurité humaine est améliorée dans un état de droit respectueux des principes de Droits de l'homme.	Le dialogue civilo-militaire est amélioré dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité		X			CCM/PNUD	30000	PBF	72100, 71300, 71600	60 000,00
	Activité 2.4: Les capacités humaines et institutionnelles de la justice sont renforcées									
	Appui à l'organisation de sessions d'assises à Conakry et à Kankan.	X	X			Mjustice/ Consultants	30000	PBF	72200, 71600, 71300	30 000
	Organisation d'assises foraines (N'Zérékoré)	X				Mjustice/ Consultants	30000	PBF	71600, 71300, 72200	35 000
	Fourniture d'équipement audio Cour d'appel de Conakry	X				PNUD	30000	PBF	72400	26 000
	Fourniture de mobilier cour d'appel de Kankan	X				PNUD	30000	PBF	72200, 71600	10 000
	Formation des acteurs clés de la justice (magistrats, greffiers, avocats, etc.)	X				Consultants/ PNUD	30000	PBF	71300, 72100	40 000
	Suivi de l'assistance aux inculpés et parties civiles dans les sessions d'assises.	X	X			Mjustice/ Consultants	30000	PBF	72100	-
Activité 2.5. Des structures indépendantes de protection des Droits de l'Homme sont mises en place et opérationnalisées										

	Appui à la mise en place d'un organe indépendant de défense des Droit de l'Homme		X	X	X	Mjustice/ Consultants	30000	PBF	72200	20 000
	Organisation de tables rondes au niveau national et régional entre les acteurs clés sur la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme à Kankan	X	X	X	X	Mjustice/ BHDH	30000	PBF	71600, 72100	80 000
Activité 2.6. Des mécanismes de soutien aux victimes de violence basée sur le genre sont mis en place										
	Judiciaire aux victimes et aux associations de femmes liées aux évènements du 28 Septembre 2009	X				HCDH/Avocats sans Frontieres	30000	PBF	72100	20 000
	Sensibilisation et formation des autorités nationales et institutions de justice (police, procureurs, juges) sur les violences de genre	X				Centre Documentation et Formation MdJ et Ordre des Avocats	30000	PBF	71600, 71300, 72100	45 000
	Appui aux associations de femmes assurant la défense juridique des victimes		X			CONAG-DCF	30000	PBF	72100	23 100
	TOTAL									359 100,00

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de verification	Commentaires éventuels
Résultat 1: Le système judiciaire est renforcé et des instruments de promotion et de protection des droits de l'homme sont en place							
Résultat 1.1 Les capacités institutionnelles et humaines de la justice sont renforcées	Indicateur 1.1.1 Logistique pour deux tribunaux	Les tribunaux de Conakry et Kankan manquent d'équipements empêchant la tenue régulière des sessions d'assises	2	2		Bon de livraison	
	Indicateur 1.1.2 Séances de formation des magistrats, greffiers et acteurs judiciaires	Les agents des cours et tribunaux ont des formations caduques	2	0	En raison des priorités portées sur la sortie de la crise en Guinée, ces formations ont été replanifiées pour 2011	Rapports	
Résultat 1.2 Les structures indépendantes de promotion et de protection des droits de l'homme sont renforcées	Indicateur 1.2.1 Commission Nationale de Défense des droits de l'homme (CNDH)	Il n'existe pas de structure nationale de coordination de la protection des droits de l'homme	1	0		Journal Officiel	
	Indicateur 1.2.2 Ateliers régionaux de dialogue sur la CNDH		12	0		Rapports	
Résultat 2							
La réforme du secteur de la sécurité est lancée dans un cadre consensuel préalable							
Résultat 2.1 Le dialogue civilo-	Indicateur 2.1.1 Cadres de dialogues	Il existe un climat de	6			Rapports	

militaire est appuyé	entre civil et militaires	méfiance entre les civils et les militaires					
	Indicateur 2.1.2 Un programme de réforme du secteur de la sécurité		1	1		Document de programme	
	Indicateur 2.1.3 Une stratégie de réforme du secteur de la sécurité		1	1		Document de stratégie	
Résultat 2.2 La sécurisation du processus électoral est assurée	Indicateur 2.2.1 Un plan de sécurisation du processus électoral		1			Document de plan	
Résultat 3 : Les moyens de lutte contre la corruption sont continuellement renforcés							
Résultat 3.1 Un Programme National de Bonne Gouvernance (PNBG) est formulé	Indicateur 2.2.1 Un programme national de bonne gouvernance (PNBG)		1				
	Indicateur 2.2.2 Nombre de personnes sensibilisées sur le PNBG		1				

